



Monsieur le Directeur Académique,

Lors de sa conférence de presse du mardi 30 août, Mme Sophie BEJEAN, rectrice de l'Académie de Montpellier a qualifié la rentrée à venir de « plutôt sereine ». Après 2 années marquées par la crise sanitaire, une pause et un retour à la normale permettent effectivement aux enseignants, aux élèves et à leurs familles d'aborder cette rentrée plus sereinement.

Toutefois, dans un contexte inédit de pénurie d'enseignants titulaires au niveau national comme au niveau académique, l'engagement du ministre « d'un enseignant devant chaque classe » pour ce 1<sup>er</sup> septembre peine à être réellement effectif et ne saurait d'ailleurs perdurer dans le temps.

Ainsi, si le recrutement de contractuels et l'affectation de TR sur des remplacements à l'année dans le 1<sup>er</sup> degré permettent de positionner un enseignant devant chaque classe dans notre département à la rentrée, l'UNSA Education tient à exprimer son inquiétude ~~sur l'année~~ pour les mois à venir.

Ce qui est vrai pour le primaire ne l'est pas pour le 2<sup>nd</sup> degré où des enseignants maquent à l'appel et où plusieurs dizaines d'élèves de notre département n'auront pas de cours dans certaines disciplines cette année. L'attractivité de nos métiers est au point mort et ce ne sont pas les quelques pansements annoncés à chaque rentrée qui permettront d'inverser la tendance.

Depuis 3 ans maintenant la situation ne cesse de se dégrader et les recrutements de contractuels ne suffisent pas à stopper l'hémorragie et à répondre au besoin en enseignants de notre département. L'abandon des formations et la suppression des journées TPTE en éducation prioritaire sauraient être cette année encore une solution envisagée. L'UNSA Education s'y oppose. L'UNSA Education a cependant pris note et reçu favorablement l'ouverture et le recrutement sur liste complémentaire d'enseignants pour cette rentrée. ~~Cela devrait être~~ L'UNSA exige que cela soit chaque année le levier actionné prioritairement pour faire face à la pénurie.

Impossible aussi de ne pas évoquer dans cette déclaration la situation de nos collègues TRS et de certains collègues en affectation d'office. Sur ces deux points, vous aviez d'ailleurs reçu le SE-Unsa en audience, mi-juillet.

l'Unsa éducation ne peut accepter que vendredi 2 septembre, certains TRS ne disposaient toujours pas de l'ensemble de leurs quotités d'affectations et ne savaient donc pas dans quelles écoles se rendre ce lundi matin. Comment accepter également de se voir retirer un support occupé depuis plusieurs années sans aucune explication ?

Lors de l'audience du mois de Juillet, l'UNSA disposait d'une liste de plusieurs dizaines de demandes de réexamen. Face à notre demande, vous nous aviez répondu ne pas être opposé à un changement effectué en circonscription lorsque c'était possible. Nous avons pu constater que cela n'a pas été possible respecté même lorsque la demande était appuyée par l'Inspectrice.teur de circonscription.

Ne vous y trompez pas, l'UNSA Education ne pointe aucunement la responsabilité des personnels administratifs qu'elle représente mais dénonce au contraire depuis des années le sous-effectif qui les oblige à travailler en tension permanente. Des conditions de travail qui impactent directement les personnels enseignants.

Comme sur les affectations d'office, où là encore, un flou artistique demeure ~~a existé et existe~~ encore. Aujourd'hui et malgré les réponses apportées lors de l'audience de mi-juillet, ~~nous ne sommes~~ l'UNSA n'est pas en mesure d'expliquer ~~comment~~ la façon dont elles ont été effectuées prononcées.

Sur ces 2 dossiers, dans un souci de transparence l'UNSA Education souhaiterait que les affectations d'office comme celle des TRS soit effectuées en présentiel, en amphithéâtre d'une part et par les circonscriptions d'autre part.

Enfin, alors que notre institution peine à recruter des enseignants, des médecins scolaires, des AESH etc.... Les psychologues scolaires contractuels n'ont reçu leurs ~~nouveaux~~ contrats de renouvellement que le jour de la pré-rentrée ; laissant ces collègues dans l'incertitude la plus totale et en insécurité professionnelle. Notre département peut-il se permettre de voir disparaître ces collègues appelés vers d'autres emplois ?

En ~~guise de~~ conclusion, l'UNSA tient à souligner que depuis la disparition des CAP, l'UNSA Education s'est toujours positionnée en faveur du ~~devoir d~~ droit à l'information ~~aux~~ des collègues. Connaître un barème de promotion, un critère de départage, un rang de classement sur un poste, c'est rétablir de la transparence et de l'équité à tous les niveaux. Favoriser une GRH de proximité et de qualité, avec du dialogue, des échanges et des explications, c'est participer au bien-être des enseignants et des équipes et donc leur permettre de s'investir au mieux dans ~~toutes~~ leurs missions.

Des marges de manœuvre existent bel et bien, Monsieur le directeur académique, afin que le climat social s'améliore dans notre département. Les personnels œuvrent quotidiennement pour un

meilleur climat scolaire dans leurs établissements en dialoguant avec l'ensemble de la communauté éducative, en innovant, en n'ayant pas peur de travailler avec des partenaires dans l'intérêt des élèves. L'UNSA appelle de ses vœux un sursaut de notre administration afin qu'il en soit de même du climat social au sein de notre institution.